

CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE :
 CRISE DE GOUVERNANCE ?
 CRISE SYSTÉMIQUE ET SOCIÉTALE ?
 CRISE MORALE ET SPIRITUELLE ?

REGARD CRITIQUE
 D'UN CHRÉTIEN ORTHODOXE SUR LA CRISE !

CAROL SABA*

*« Faites-vous des bourses inusables, un trésor inaltérable dans les cieux ;
 là ni voleur n'approche, ni mite ne détruit.
 Car, où est votre trésor, là aussi sera votre cœur. »*

Luc 12, 33

« **L'**accumulation du pouvoir financier, du pouvoir scientifique et des médias a fait disparaître l'autorité politique. » La critique de Michel Rocard sur la disparition de l'autorité politique au profit du pouvoir financier est cinglante et sans appel. L'ancien Premier ministre qui est connu pour ses analyses audacieuses et son franc-parler sans langue de bois met le doigt sur l'une des principales problématiques sous-jacentes qui explique en partie les crises à répétition que vivent les démocraties occidentales, à savoir celle du retrait de la gouvernance politique. Notre interrogation centrale en tant qu'observateur du système financier, mais aussi de chrétien orthodoxe engagé dans la vie de la Cité, consiste à savoir si nous sommes aujourd'hui, devant l'ampleur de la crise et de ses retombées sociétales et implications multiples, en présence d'une véritable crise « systémique » qui comporte aussi, au-delà des aspects économiques et financiers, de fortes composantes d'une crise morale, éthique et spirituelle.

* Avocat à la Cour, spécialisé en droit bancaire et financements internationaux ; membre de la Commission Paris-Beyrouth de l'Ordre des avocats de Paris ; responsable de la communication de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France depuis 1998.

L'auteur s'exprime ici en son nom personnel.

Tsunamis financiers, dérives économiques, risques d'implosion du système, catastrophes systémiques mondiales, *shadow banking*¹, les qualificatifs ne manquent pas dans la presse pour qualifier, d'une manière alarmiste et alarmante, la crise et ses différentes répliques ici et là. La presse en dit long et en dit toujours sur la crise du système financier qu'elle représente souvent comme une machine qui est devenue folle et qui s'est emballée. L'une des questions centrales qui revient souvent dans les analyses et les écrits ici et là est celle de la « moralisation » de la vie économique et financière. Parler de moralisation sous-entend l'existence d'un comportement immoral qui est condamné. Moraliser l'économie financiarisée consiste donc, en premier lieu, à la rattacher, de nouveau, à un référentiel et un code de valeurs éthiques et morales, voire même religieux et spirituel, qui lui sont supérieurs et qui viendraient encadrer son fonctionnement pour éviter les dérapages et les dérives, mais aussi, en second lieu, de repenser cette économie financiarisée afin de lui permettre de réaliser les objectifs liés au bien commun de la société et au développement de la « personne » humaine.

La dénonciation de l'économie financiarisée à outrance et de la course effrénée au profit, qui sont de plus en plus détachées de toutes considérations éthiques et morales, est abondante dans la presse, mais aussi chez les intellectuels, les philosophes et autres relais d'opinion. Denis Tillinac, par exemple, dans son dernier livre *Considérations inactuelles, scandaleusement antimodernes*, dénonce « une société qui ne propose plus que l'amoralisme de la course à l'argent sous le maquillage du politiquement correct ». Il propose aux jeunes générations de « renouer avec l'honneur, la gratuité, le panache, la pureté, l'humour, le tragique, l'aventure, la distance face au monde – autant de choix scandaleusement antimodernes, il en convient » (*Le Figaro Magazine*, 7 février 2012). Le philosophe Dany-Robert Dufour évoque, quant à lui, nos sociétés comme « des sociétés qui vivent une dépression non seulement financière, mais aussi morale et intellectuelle ». Dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* du 31 octobre 2011, il écrit : « Nous ne vivons pas seulement une crise économique et financière, mais aussi politique, écologique, morale, subjective, esthétique, intellectuelle... Ce sont les fondements sur lesquels repose notre civilisation qui sont atteints. » Barbara Hendricks, cantatrice et ambassadrice de bonne volonté auprès du HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés), s'indigne aussi de son côté, dans un entretien publié dans le quotidien *La Croix* (27 avril 2012), de la course effrénée au profit et de l'absence de solidarité. « Que signifient », dit-elle, « les notions d'égalité et de solidarité quand l'argent et la cupidité dominent tout, quand certains gagnent plus qu'ils ne peuvent dépenser ? La crise nous donne une occasion de réfléchir et de changer de cap, une opportunité de changer notre manière de voir et de faire. »

De plus en plus donc, face au déploiement dangereux et amplifié de la crise, la question de l'exigence éthique et morale et, pour nous autres croyants, celle en complément de l'exigence religieuse et spirituelle dans l'organisation et la conduite des affaires économiques et financières (mais pas seulement car cela

s'applique aussi à la question de la gouvernance politique et l'approche de toutes les questions et réformes ayant des conséquences sociétales) se posent avec urgence et acuité. Se pose également la question de savoir s'il existe, à l'instar de la loi naturelle en matière de respect de l'environnement et des équilibres écologiques du monde, une loi naturelle, éthique, morale et/ou spirituelle qui devrait être le marqueur éthique et la référence supérieure de la dynamique de fonctionnement de l'économie et du marché. L'objectif n'est point de nier le marché, ni la loi de l'offre et de la demande, ni le principe d'efficacité économique, mais plutôt de veiller à préserver les équilibres humains et sociaux en évitant que l'économie financière ne devienne une machine qui s'emballerait toute seule, d'une manière détachée de toutes exigences et de toutes contraintes éthiques, morales et/ou spirituelles, en créant des rapports de force dévastateurs des équilibres sociaux et humains. Notre monde d'aujourd'hui souffre de différentes maladies spirituelles qui le déstructurent, diluent ses repères, détruisent ses valeurs et lui font perdre toute immunité face aux maladies systémiques de notre époque. La crise, dans son étymologie grecque *krisis*, est une contrainte, mais souvent aussi une opportunité, une chance pour se ressaisir, changer de perspective et rectifier la direction. Sans rien enlever à l'acuité des difficultés économiques que la crise financière implique, celle-ci agit donc comme un révélateur-amplificateur des autres difficultés sociétales et spirituelles d'un monde dominé par l'individualisme radical et la logique du profit et de l'argent roi ! Jour après jour, les relations sociales sont détruites ici et là et les valeurs de partage, de solidarité et d'entraide se diluent et perdent leur consistance sinon leur véritable sens dans une société où dominent la confusion et la dilution des valeurs. Il est donc tout à fait légitime de se poser la question de savoir si nous sommes en présence, au-delà des considérations économiques et financières, d'une véritable crise de civilisation. L'interrogation nous semble pertinente et mérite recherches et réflexions. En tout cas, elle semble l'être puisqu'il a été demandé, dans l'édition 2013 du *Rapport moral sur l'argent dans le monde* à forte connotation économique, à des croyants de différentes religions engagés dans la vie de la Cité de réfléchir sur le rapport « religion/économie/crise » et de poser un regard critique de croyant sur la crise financière et économique, ses causes et ses ramifications.

Dans un premier temps, nous proposerons une lecture « discernée » (qui a un peu de recul) du monde dans lequel nous vivons. Cela nous a semblé nécessaire pour cerner, dans une démarche d'analyse d'ensemble, les problématiques du système politico-économique actuel, objet de notre critique. Puis, dans un deuxième temps, nous tenterons de procéder à une lecture de la crise à travers notre regard de croyant chrétien orthodoxe. En conclusion, nous évoquerons la nécessité viatique d'une troisième voie qui est à notre sens celle de la perspective d'une économie « humaine » ou à « visage humain », et ce, après le constat des défaillances des approches idéologiques, puis empiriques/scientifiques de l'économie. Cette troisième voie est nécessaire s'il convient de prévenir

des séismes économiques, financiers et sociétaux encore plus amplement douloureux que ceux qui nous pèsent aujourd'hui.

LECTURE DU MONDE QUI EST LE NÔTRE !

Nous vivons dans un monde globalisé, connecté, multipolaire, électrique et complexe. Les approches binaires (droite/gauche, public/privé, patrons/salariés, syndicats/entrepreneurs...) ne sont plus adaptées pour répondre aux complexités de la période qui exige la mise en place d'approches méthodologiques de réflexion et de dialogue, qui soient participatives et partenariales, pour prévenir et régler les conflits. En effet, les approches étatiques *top/down* et les approches populistes *bottom/top* ne marchent plus à notre époque qui doit privilégier les approches partenariales. Des défis structurels interpellent aujourd'hui les démocraties occidentales. La géopolitique du monde a basculé avec l'émergence de nouvelles puissances régionales (BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud –, Moyen-Orient...) qui gagnent du terrain dans la géopolitique et géostratégie mondiales et font reculer la géopolitique occidentalocentriste qui prévalait jusqu'alors. La chute du système communiste n'a pas été, par ailleurs, la victoire annoncée du système capitaliste, ni du marché. Certains (comme Francis Fukuyama) voyaient dans la globalisation « la victoire du marché qui apporterait partout la paix et la sécurité ». Or, plus que jamais, le marché semble être attaqué de partout et la sécurité fait défaut. Le ministre italien Andrea Riccardi, fondateur de la Communauté de Sant'Egidio, nous expliquait en octobre 2012 au Collège des Bernardins à Paris que : « Il ne fait aucun doute que le marché a triomphé, tout comme il est indéniable que l'aspect économique-financier a acquis un caractère prédominant. Mais les résultats obtenus n'ont pas été ceux espérés. L'optimisme d'une globalisation providentielle a été démenti. »

S'inquiétant à la fois de la destruction des « ressources naturelles, mais aussi des ressources mémorielles » du monde d'aujourd'hui, le patriarche œcuménique de Constantinople, Bartholomée 1^{er}, primat d'honneur de l'Église orthodoxe dans le monde, s'est aussi interrogé sur la capacité autorégulatrice du système capitaliste. « Vingt ans après l'effondrement du système communiste, la crise économique a brisé », déclarait-il à la *5th World Policy Conference*², « les certitudes sur la capacité autorégulatrice du système capitaliste. » Il pose clairement la direction problématique que prend le monde d'aujourd'hui. « L'unification de l'humanité, cet éternel idéal », dit-il, « paraît pourtant de plus en plus éloignée aujourd'hui, au moment où les grands équilibres mondiaux se dessinent à nouveau, où les conflits et les tensions s'accroissent et où émerge un monde multipolaire fragmenté. » S'agissant du rôle des religions, Sa Sainteté a clairement plaidé pour une approche de dialogue et de concertation entre les religions et les gouvernants nationaux et internationaux sur les enjeux politiques, écologiques, économiques, mémoriels...

de notre époque. Il a déclaré : « Outre la longue lignée historique dans laquelle ils s'inscrivent, les cultes ont le grand avantage de s'adresser à tous, riches ou pauvres, érudits ou illettrés, citadins ou ruraux. » Quand à la nature de la gouvernance (politique, économique, écologique...) qui doit émerger et prévaloir, il a rappelé, en guise de référence, la parole du Christ, parole simple et d'une densité inégalée. Le principe de base de toute bonne gouvernance n'est pas si éloigné des propos du Christ qui déclare : « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le vous-même pour eux. » (Matthieu 7, 12).

Nombreux sont les observateurs avertis qui considèrent la crise financière comme une crise de l'« ultralibéralisme » qui a pris les commandes sous couvert et peut-être bien en raison des effets de la globalisation et de la mondialisation. Sommes-nous, après l'implosion du système communiste, dans une séquence historique qui préfigure l'implosion à son tour du système postcapitaliste, dominé par un libéralisme radical qui laisse une grande part aux marchés, au détriment de la souveraineté classique des États-nations, des équilibres sociaux et du bonheur des peuples ? Beaucoup de commentateurs le pensent, à défaut de corrections radicales. Pour certains, le système édifie, forme et nourrie lui-même ses propres ennemis de l'intérieur qui pourraient lui porter le coup fatal. Faut-il rappeler quelques « affaires » emblématiques qui ont secoué le système financier et failli le détruire ? De l'affaire de la banque Barings, en passant par les *subprimes*, l'affaire Jérôme Kerviel (Société générale), jusqu'à l'affaire de la « manipulation » du court de l'indice du taux d'intérêt anglais, le Libor, qui a secoué la place financière de Londres, la City, et pour laquelle la fameuse Royal Bank of Scotland aurait été condamnée très récemment à payer autour de 440 M€ d'amende ! Dans son dernier livre *Les ennemis intimes de la démocratie*, Tzvetan Todorov³ formule une critique de l'ultralibéralisme qu'il considère comme l'une des « menaces internes de la démocratie ». Il reprend à son compte la formule de Stanley Kubrik commentant son film *Full Metal Jacket* pour dire que l'ennemi de la démocratie est en son sein. Kubrik disait : « Nous avons cherché l'ennemi, nous l'avons trouvé en nous. » Todorov développe une trame globale de réflexion illustrant la déstructuration sociétale qu'implique l'ultralibéralisme. L'économie financiarisée qui se détache de l'ensemble devient un « tout en soi » qui dirige et soumet l'ensemble sociétal à ses propres considérations centrées sur la préservation de ses propres intérêts et le développement à outrance (et parfois avec insolence) de la logique d'accumulation des profits.

LECTURE CHRÉTIENNE DES ÉLÉMENTS DE LA CRISE !

Dans sa critique de l'ultralibéralisme, Todorov écrit ce qui suit : « Cette idéologie non dite (l'ultralibéralisme) qui domine notre temps part de postulats contestables selon lesquels l'individu peut se suffire à lui-même et la satisfaction

des besoins matériels forme la valeur suprême de la vie humaine. Elle produit des résultats également problématiques. L'activité économique se trouve isolée des autres aspects de l'existence et occupe en même temps une position dominante. Au nom de la liberté des individus, le pouvoir politique renonce à limiter le pouvoir économique, contrevenant ainsi à la règle d'or formulée par Montesquieu : "Tout pouvoir sans bornes ne saurait être légitime". Échappant au contrôle des politiques, l'économie devient alors affaire d'experts sans attaches territoriales, ni souci de l'intérêt commun. Il ne s'agit pas d'aller dans l'autre extrême et de prôner une économie étatiste, mais d'éviter les écueils symétriques du libéricide comme du "sociocide". Dans la vie quotidienne, cette recherche illimitée d'un profit immédiat conduit à la perte de sens, à la programmation des esprits, à la déshumanisation des êtres. » Ce commentaire est éloquent et constitue un concentré d'analyse résumant les différentes facettes problématiques du système économique-financier en crise. Notre réflexion chrétienne critique va essayer de se caler sur les éléments de ce commentaire en choisissant trois stations qui nous semblent emblématiques et symptomatiques des maux de notre société et des crises que secrète son système ultralibéral : (1) l'individualisme érigé en système, (2) le rapport jouissif avec les biens matériels et (3) la finalité de l'économie financiarisée détachée du bien commun.

Première station

« L'individu peut se suffire à lui-même. » L'individualisme qui domine dans les sociétés occidentales est l'une des facettes du problème. Pour nous autres chrétiens orthodoxes, nous croyons à la théologie de la personne, qui est le corollaire de notre ecclésiologie de communion. Celle-ci vise à créer des rapports de « communion » et non des rapports de force entre les êtres humains. La « personne » humaine, à l'image des trois personnes de la Sainte Trinité, vit dans le monde, dans ses relations personnelles, dans ses relations aux richesses matérielles, à l'écologie et l'environnement... le « mystère de l'unité dans la diversité ». La « personne » humaine est donc une altérité, une tension et une projection vers l'autre, une personne qui cherche à créer le « lien », à dépasser ses égoïsmes pour entrevoir le bien commun, qui privilégie le dialogue, qui cherche sans occulter son intérêt à traverser vers l'autre et à faire de lui un « partenaire ». Or la logique de l'individu, c'est tout le contraire. L'individu est un être humain, centré sur son *ego*, ne pensant qu'à son intérêt et son profit, privilégiant ses égoïsmes sur le bien commun, ne cherchant qu'à préserver ce qui est à lui, au détriment de l'autre et de la chose commune. L'individu cherche donc à instaurer un rapport de force avec l'autre et, dans la mesure du possible, des rapports de domination et de sujétion qui prennent une multiplicité de formes dans la sphère sociopolitique et/ou économique, alors que la personne cherche les rapports de communion et de complémentarité. L'un (individu) est une entité close, l'autre (personne) est une altérité.

Deuxième station

« La satisfaction des besoins matériels forme la valeur suprême de la vie humaine. » Todorov évoque ici la relation de l'individu aux biens et aux besoins matériels, qui est celle d'un rapport « jouissif » qui cherche à profiter des richesses et des biens qui sont mis à sa disposition. Il en résulte une attitude d'accumulation privative des biens qui exclut toute logique de partage et de solidarité et favorise plutôt la logique d'exploitation des biens d'autrui et de leur faiblesse. Or, dans une perspective chrétienne, la personne devrait se comporter avec éthique chrétienne et responsabilité morale pour assurer dans une dimension de partage et de solidarité une bonne gestion des biens matériels et une bonne gouvernance de bon père de famille sans logique, ni dynamique d'exploitation, qu'elles soient directes ou indirectes. L'Évangile ne condamne pas, par ailleurs, le fait de profiter du fruit de son propre travail. Au contraire, cela est légitime. « Qui plante une vigne et n'en mange pas le fruit ? », dit saint Paul dans l'épître aux Corinthiens (1, 9, 7-10). Mais s'il est légitime de profiter des fruits de son propre labeur, l'exploitation du labeur des autres est dénoncée et condamnée dans le Deutéronome (24, 14-15) qui précise : « Tu n'exploiteras pas le salarié humble et pauvre... Chaque jour, tu lui donneras son salaire. Ainsi n'en appellera-t-il pas au Seigneur contre toi. Autrement, tu serais en faute. » La finalité n'est donc pas la privation et la privatisation des biens qu'implique l'attitude « individuelle », mais le partage avec autrui pour lequel la personne est mieux disposée. Dans la perspective chrétienne, la valeur suprême de la vie humaine n'est pas la satisfaction des besoins matériels et l'accumulation des richesses, mais le partage. « Voici ce que je vais faire, je vais démolir mes greniers, j'en bâtirai de plus grands et j'y rassemblerai tout mon blé et mes biens... Mais Dieu lui dit : Insensé, cette nuit même, on te demandera ta vie et ce que tu as préparé qui donc l'aura ? Voilà ce qui arrive à celui qui amasse un trésor pour lui-même au lieu de s'enrichir auprès de Dieu. » (Luc 12, 18). Et le fait de « s'enrichir auprès de Dieu » passe pour nous autres chrétiens par le « sacrement de l'autel » (relation à Dieu), mais aussi, et surtout, dans le « sacrement du frère » (relation aux frères dans ce monde). Le Christ nous l'a clairement enseigné. « Ce n'est pas seulement de pain que l'homme vivra, mais de toute parole sortant de la bouche de Dieu. » (Matthieu 4, 4). Il nous a mis, par ailleurs, en garde contre toute avidité. « Attention, gardez-vous de toute avidité, ce n'est pas du fait qu'un homme est riche qu'il a sa vie garantie par ses biens. » (Luc 12, 15). Or pour le système ultralibéral, la dominante c'est la logique individuelle de la privation, de la privatisation des biens et de l'accumulation des richesses. Pour la personne chrétienne, c'est la bonne gouvernance, le partage, la solidarité, l'assistance aux plus démunis, l'équité...

Troisième station

« Échappant au contrôle des politiques, l'économie devient alors affaire d'experts sans attaches territoriales, ni souci de l'intérêt commun. » La finalité de l'économie financiarisée est l'une des questions problématiques centrales qui se pose avec acuité. Dans une perspective chrétienne, l'économie n'est pas une « fin en soi », un ensemble qui se suffit à lui-même, qui est séparé par un ensemble plus vaste, qui a ses propres considérations et qui dicte son intérêt à l'ensemble de la société, indépendamment de valeurs supérieures qui le guident. L'économie est un moyen pour l'édification de la « personne » humaine dans le bien, la vérité et le beau. La finalité est une société plus juste, plus solidaire, plus équitable, plus fraternelle. Dans les saintes Écritures, le travail est mis en relation avec le Créateur : « Tu te souviendras du jour du sabbat pour le sanctifier. Pendant six jours, tu travailleras et tu feras ton ouvrage, mais le septième jour est un sabbat pour le Seigneur ton Dieu. » (Exode 8, 10). Le travail n'a pas de valeur « absolue » en soi, mais c'est un moyen pour contribuer à réaliser le plan de Dieu. Le travail est béni « lorsqu'il se fait collaboration avec le Seigneur et contribue à la réalisation de son dessein sur l'homme et le monde (...). L'Écriture sainte présente deux motivations éthiques du travail : travailler pour se nourrir soi-même sans être à la charge de personne et travailler pour partager avec ceux qui sont dans le besoin » (Église orthodoxe russe, 2007). Le père Serge Boulgakov (1871-1944)⁴ écrit précisément dans son livre *L'orthodoxie* : « Il y a une valeur supérieure qui doit éclairer l'évaluation des différentes formes économiques : la liberté de la personne, tant en droit qu'en économie. Et la meilleure de ces formes (...) est celle qui, dans une situation donnée, délivre au maximum la "personne" humaine de la pauvreté naturelle et l'assujettissement social. » (Boulgakov, 2012). C'est donc le souci de l'intérêt commun qui doit demeurer la finalité du travail et de l'économie, qu'il soit appréhendé dans une dimension éthique (pour les non-croyants) ou dans une dimension spirituelle et religieuse de transcendance (pour les croyants). Todorov est explicite sur la nécessité d'une correction remettant l'économie au service du bien commun : « Il ne s'agit pas d'aller dans l'autre extrême et de prôner une économie étatique, mais d'éviter les écueils symétriques du liberticide comme du "sociocide". » Il met aussi en garde contre les conséquences d'une non-correction : « Dans la vie quotidienne, cette recherche illimitée d'un profit immédiat conduit à la perte de sens, à la programmation des esprits, à la déshumanisation des êtres. »

Dans une perspective chrétienne, il existe trois niveaux ou bien trois catégories de constantes avec lesquelles il convient d'approcher non seulement l'économique, mais aussi la gouvernance politique et les autres enjeux sociétaux (qu'ils soient bioéthiques, écologiques ou autres) de notre époque. En premier lieu, le respect

de la personne, de sa liberté, de sa dignité et de son intégrité. Puis, en second lieu, le souci de la protection des plus faibles et des plus démunis. Et là, on ne vise pas que les pauvres, mais aussi toute personne dans le besoin et la difficulté (que ce soit dans l'entreprise ou ailleurs). Finalement, la question du partage équitable et responsable des richesses, mais aussi la bonne gouvernance écologique des biens et des richesses naturelles de la terre (dont nous sommes les dépositaires, mais non les propriétaires) sont des enjeux non seulement chrétiens, mais aussi sociétaux puisqu'ils sont le fondement de toute sécurité entre les peuples et l'harmonie sociale. D'où la nécessité d'une finalité caritative de l'économie comme dimension eucharistique de la relation chrétienne au monde, la dimension du don total de soi à l'image de la *Kénose* du Seigneur. Dans une perspective chrétienne, la relation entre l'économie et la foi n'est pas une relation idéologique qui doit passer par une systématisation quelconque. Ce qui compte pour les chrétiens, c'est la reconversion des cœurs et de la personne. Ainsi, le Christ n'a pas condamné la richesse en soi, mais le rapport de sujétion à la richesse à laquelle est exposé le riche, si son cœur reste dur. C'est pour cela que le Christ a prononcé sa fameuse sentence, il est plus facile à un chameau de rentrer dans le trou d'une aiguille que pour un riche de rentrer dans le royaume des Cieux. Mais cette sentence n'est pas une sentence absolue et définitive condamnant les riches. Le Christ a énoncé là un avertissement et non une règle. L'exemple de Zachée vient parfaitement l'illustrer. Le Christ est venu dîner chez lui en sachant parfaitement qu'il était « le chef des collecteurs d'impôts et un homme riche », comme nous l'indique l'Évangile. Au dîner, Zachée dit au Seigneur : « Je fais don aux pauvres de la moitié de mes biens et si j'ai fait tort à quelqu'un, je lui rends le quadruple. » Alors, Jésus dit à son propos : « Aujourd'hui, le salut est venu pour cette maison. » Dans une perspective chrétienne, mais aussi sociétale, il est plus qu'urgent aujourd'hui, voire viatique pour notre monde, d'œuvrer pour une économie « humaine », une économie « à visage humain », une économie « citoyenne », « non dérégulée », « équitable », « solidaire », « partenariale » et « éthique », tout autant « efficace » que « responsable » dans la relation à l'autre, aux biens matériels et à l'environnement. Une économie, mais aussi une société, qui n'érigent pas l'argent en maître et qui soient sensibles à la parole du Christ : « Nul ne peut servir deux maîtres : ou bien il haïra l'un et aimera l'autre, ou bien il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent. » (Matthieu 6, 24).

NOTES

1. Cette « banque de l'ombre », zone bancaire grise, peu ou pas réglementée, vers laquelle les banques traditionnelles auraient déplacé leurs « activités à risque » qui représenteraient, selon une étude de la Federal Bank of New York, autour de 11 570 Md€ !

2. La *5th World Policy Conference*, conférence internationale organisée par l'IFRI (Institut français des relations internationales) à Cannes le 8 décembre 2012. Le patriarche Bartholomée a été sollicité comme invité d'honneur à introduire les débats de cette rencontre.

3. Né le 1^{er} mars 1939 à Sofia, Tzvetan Todorov est un essayiste, philosophe et historien français d'origine bulgare. Il a dû fuir la Bulgarie soviétique. Il est présenté aussi comme un historien des idées, essayiste, directeur honoraire de recherches au CNRS.

4. Économiste russe, marxiste, devenue théologien orthodoxe de renommée internationale, premier doyen de l'Institut de théologie orthodoxe saint Serge à Paris, une grande figure de l'Église orthodoxe en France.

BIBLIOGRAPHIE

BOULGAKOV S. (1980), *L'Orthodoxie, L'Âge d'homme*, réédition.

ÉGLISE ORTHODOXE RUSSE (2007), *Les fondements de la doctrine sociale*, éditions du Cerf, pp. 79-80.

RICCARDI A. (2012), « Les chrétiens et la globalisation », inauguration de la Chaire Andréa Riccardi sur « la globalisation, une question spirituelle » au Collège des Bernardins, 13 octobre.

TILLINAC D. (2012), *Considérations inactuelles, scandaleusement antimodernes*, Plon.